



## Processus proactif de rédefinition d'un nouveau calendrier régional

par Munetsi Madakufamba

La restructuration de la SADC a été conçue comme un processus proactif de redéfinition du calendrier régional qui est bien en accord avec les aspirations des états membres et non juste comme un exercice tendant à centraliser la gestion des 13 membres de l'organisation.

C'est ce qu'avait dit Prega Samsamy secrétaire exécutif de la SADC au cours de l'interview qu'il a accordée à la revue SADC TODAY, sur un nombre de sujets variés.

"L'unique but de la restructuration était d'avoir une organisation efficace qui répondra mieux à nos défis particulièrement le sous-développement dans le contexte de la mondialisation" a dit Ramsamy.

Il a dit que le nouveau calendrier est clairement expliqué dans le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique de 15 ans (RISDP) qui était lancé au début de 2004. Ceci a été depuis subdivisé en plans de mise en œuvre avec des horizons temporels de un an, cinq ans et quinze ans.

Le plan annuel du programme d'activités - une analyse des activités à entreprendre, les ressources et les financements nécessaires - sera présenté pour approbation au Conseil des Ministres en février 2005.

Selon Ramsamy, l'exercice de restructuration est presque achevé.

"Nous avons maintenant recruté les quatre directeurs qui seront responsables de la mise en œuvre du RISPD au niveau des

directions. Certains chefs d'unité ont été aussi recrutés, d'autres seront aussi recrutés au cours de la prochaine année financière" a-t-il dit.

Pour ce qui est de la sécurité alimentaire, Ramsamy disait que la situation s'était remarquablement améliorée et les états membres ont déjà mis en application la Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire adoptée en mai 2004. Il a cité les dispositions de subventions comme étant une des mesures que quelques états membres avaient adoptées avec pour cibles les groupes vulnérables dans la région.

A propos du VIH et du SIDA, un plan opérationnel de 5 ans, 2005-2009 a été réalisé. Cela facilitera la mise en œuvre du Cadre Stratégique de la SADC et du Programme d'Action pour Combattre le VIH et le SIDA dans la région. Le Secrétariat a célébré la Journée Mondiale du SIDA le 1er décembre par un atelier tendant à promouvoir la politique du VIH et SIDA dans les lieux de travail.

Ramsamy a dit que contrairement à la croyance populaire, les Principes et Directives de la SADC Régissant les Elections Démocratiques adoptés par le Sommet en août avait déjà été mis en application par la Mission des Observateurs de la SADC durant les

*suite page 5*

## Berenger en visite à l'immeuble de la SADC demande des programmes concrets

par Sechele Sechele

Le président de la SADC, premier ministre de l'Ile Maurice Paul Bérenger, a appelé à la mise en application de nombreux protocoles déjà ratifiés, et à une action rapide pour imposer une limite budgétaire à la restructuration du secrétariat de la SADC.

Bérenger l'a dit au cours de sa première visite au secrétariat de la SADC au Botswana.

Il a souligné les problèmes concernant le processus de restructuration, le recrutement du personnel permanent et la construction du nouveau quartier général de la SADC sur un terrain offert par le gouvernement de Botswana à Gaborone.

"C'est aussi mon souhait de voir les nombreux protocoles que nous avons signés être complètement exécutés par la mise en place de programmes concrets pour le développement de notre communauté. Nos deux principaux plans de développement, le Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional (RISDP) et le Plan Indicatif Stratégique de l'Organisation (SIPO) devraient être en phase d'exécution" a-t-il dit.

Le premier ministre Mauricien a tenu des consultations sur des problèmes bilatéraux et régionaux avec le président Festus Mogae qui est le vice président de la SADC. Ensuite il a visité le site du nouveau quartier général de la SADC. Le début de la construction sur le site est prévue avant la fin de l'année prochaine.

"J'ai été amplement informé par le secrétaire exécutif du recrutement des directeurs et de quelques responsables des départements, qui vont accélérer le recrutement du personnel permanent une fois qu'ils seront en place."

Il a aussi discuté de la prochaine Conférence Consultative de la SADC qui constitue la plateforme pour le dialogue interactif avec les partenaires de développement de la SADC. La dite conférence est prévue pour les 25-27 avril 2004 à l'Ile Maurice avec comme thème "Partenariat pour la mise en œuvre du Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional". □



# SADC TODAY

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

Vol. 7 No.5 Décembre 2004

SADC TODAY est édité six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou de SARDC. Les articles de ce bulletin peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC TODAY.

© SADC, SARDC, 2004

### Comité de Rédaction

Chipo Muvezwa, Chengetai Madziwa, Chenai Mufanawejingo, Phyllis Johnson, Bayano Valy, Clever Mafuta, Barbara Lopi, Leonisah Munjoma, Eunice Kadiki, Pamela Mhlanga

### Conseillers de Rédaction

Esther Kanaimba, Directrice de l'Unité de Communications d'Entreprise à la SADC  
Petronilla Ndebele, Responsable de l'Information à la SADC

### Rédacteur

Munetsi Madakufamba

### Concept & Mise en page/ DTP

Tonely Ngwenya

### Emission (origine)/ Impression

DS Print Media, Afrique du Sud

SADC Today est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration Régionale par le biais de la diffusion d'informations. Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC ainsi qu'en dehors de la région, sous forme d'articles, feuilles d'informations et commentaires, sont les bienvenues. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible.

Les correspondances doivent être adressées à:

**SADC TODAY**  
Southern African Research and Documentation Centre (SARDC)  
15 Downie Avenue, Belgravia,  
P.O. Box 5690, Harare, Zimbabwe

Tél: 263 4 791141  
Fax: 263 4 791271  
Email: [sadctoday@sardcnet](mailto:sadctoday@sardcnet)  
Website: <http://www.sardc.net>



**NEPAD 4**



**Sécurité 5**



**Energie 11**



**Sports et culture 13**

- Revue Politique: Activités de NEPAD en relation avec SADC **3**
- Trois ans de NEPAD **4**
- Retrospective de l'an 2004 **6**
- Problèmes clés des élections à la fin de 2004 **7**
- Progrès des projets SADC soumis au NEPAD **8**
- Défi de Développement des Ressources Humaines **10**
- ESKOM promouvoit la pensée créative **12**
- Nouvelles brèves de la région **14**
- Critique littéraire & publications récentes **15**
- Calendrier de la SADC, jours fériés & liste de contrôle des devises **16**

## Abonnez vous aujourd'hui!

SADC Today est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$60 en dehors du continent africain, US\$35 pour le reste de l'Afrique et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique.

SADC Today est également disponible en anglais, portugais et en version française.

Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter l'éditeur

## Revue des activités NEPAD et SADC

Depuis la création du NEPAD il y a trois ans, il est généralement admis que le NEPAD est un important véhicule pour la réalisation des buts et objectifs de développement du continent. Toutefois, l'accomplissement de ces buts requiert des efforts tant au niveau national que régional, et la SADC considère le NEPAD comme partie intégrante de sa politique de développement dans la région en vue de contribuer aux objectifs continentaux.

Des synergies existent entre le Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional de la SADC et le NEPAD dans nombreux domaines y compris la démocratie, la paix, la sécurité et la gouvernance, l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'environnement, l'éducation et la santé, la science et la technologie, le développement de l'infrastructure et le tourisme. La SADC et le NEPAD ont élaboré une stratégie de mise en œuvre avec des responsabilités clairement définies, des activités et un calendrier pour ces domaines. De la conception au développement et le plaidoyer de l'initiative continentale, la SADC a joué et continue à jouer un rôle actif aux niveaux national et mondial pour l'appui et le partenariat du NEPAD à travers le marketing.

Le NEPAD est inclus dans les réunions de politique de la SADC depuis sa création en 2001. Cela se traduit dans bon nombre de décisions prises par le Conseil des Ministres et l'approbation par le sommet de la SADC. En applications des décisions du Conseil, le secrétariat de la SADC a élaboré le RISDP qui reflète les objectifs, les principes et les priorités du NEPAD.

En plus du plan indicatif régional, le secrétariat a développé un nombre de projets en consultation avec les états membres, et ces projets ont été soumis pour considération et financement dans le cadre du NEPAD. L'énergie, le transport, l'agriculture, la santé et l'environnement sont les domaines en considération.

Avec des projections indiquant que la distribution énergétique dans la région atteindra des niveaux critiques en 2007, les sociétés de distribution d'énergie des pays de la SADC ont décidé de collaborer afin de trouver les voies et moyens d'harmonisation du secteur de l'énergie. Il ont établi le Projet

Energétique du Corridor Ouest (WESCOR) dont l'objectif est de mettre ensemble le vaste potentiel hydroélectrique de l'Angola, la République Démocratique du Congo et la Namibie.

Dans le secteur des transports, la région a formulé plusieurs projets dans le but de faciliter des échanges transfrontaliers dans la région et la réhabilitation des réseaux ferroviaires et routiers. Les secrétariats du NEPAD et de la SADC travaillent en étroite collaboration pour la coordination et le développement du plan d'action du tourisme qui a été approuvé par les Chefs d'État et de Gouvernement au cours de la Troisième Session Ordinaire de l'Union Africaine à Addis Abeba en Ethiopie au mois de juillet de cette année.

La région a aussi participé au débat sur les problèmes de l'environnement en contribuant d'une manière appréciable au Développement du Plan d'Action de l'Initiative Pour l'Environnement du NEPAD. Ce plan contient un nombre de projets formulés et présentés par la région. Des plans sont en cours pour l'établissement d'un Plan d'Action Sous-régional de la SADC sur l'Initiative pour l'Environnement du NEPAD, qui comprendra des projets dans tous les domaines du programme. La région a aussi soumis des projets en vue de la gestion effective de ses ressources en eau.

Au cours de la décennie passée, la production agricole de la SADC ne s'est pas améliorée, en plus de la pauvreté, l'insuffisance alimentaire et

l'augmentation des factures d'importation des produits alimentaires. Afin de faire face à ces problèmes, la SADC a inclus dans le RISDP, des stratégies visant entre autres à "réaliser l'accès durable à une alimentation saine et adéquate pour toutes les populations et en tout temps pour une vie saine".

Depuis avril 2003, le secrétariat de la SADC travaille avec NEPAD sur les programmes agricoles d'irrigation, la sécurité alimentaire, des facilités de crédits de réserves alimentaires, et le commerce agricole qui font partie des mesures de rétablissement à long terme de la sécurité alimentaire régionale.

Dans le secteur de la santé, la SADC fait des efforts pour la mise en œuvre de son Programme Stratégique, le Plan d'Action 2003-2007 et la Déclaration de Maséru pour le VIH et le SIDA. Les domaines couverts par la politique de la SADC sont en accord avec le mandat de la stratégie de Politique de Santé du NEPAD en vue d'éradiquer cette pandémie en Afrique.

Le Conseil de la SADC a aussi approuvé les recommandations de la réunion de haut niveau de NEPAD qui a eu lieu au cours du sommet de la SADC à l'Ile Maurice en août pour renforcer la coordination entre les deux secrétariats. Des réunions régulières auront donc lieu avec les représentants de la SADC sur le Comité de Direction du NEPAD comprenant l'Angola, le Botswana, le Mozambique et l'Afrique du Sud ainsi que le président en exercice de la SADC, l'Ile Maurice. □

Voire tableau page 8 et 9

### Décisions prises par la réunion extraordinaire du Conseil des Ministres de la SADC à Blantyre au Malawi en janvier 2002

- Le développement du RISDP et le processus de restructuration de la SADC devraient refléter les activités du NEPAD et les programmes devraient être harmonisés. ○
- Le secrétariat de la SADC devrait participer aux réunions du Comité de Direction du NEPAD. ●
- Une relation de travail devrait se développer entre les secrétariats de la SADC et du NEPAD. ◇
- Les coûts relatifs à la mise en œuvre du NEPAD comprenant la participation du secrétariat devraient être connus des états membres afin qu'ils soient pris en considération et imputés dans la future planification et budgétisation selon le cas approprié; et ◆
- Le secrétariat de la SADC devrait entreprendre une étude portant sur la relation entre NEPAD et les Communautés Economiques Régionales. ◆

Carte: ○ Fait ● En cours ◇ Etabli ◆ Pas encore fait

## Trois ans de NEPAD

par Hopewell Radebe

Les érudits et analystes vont bientôt trouver difficile sinon impossible de retracer, de recouper et d'examiner les projets continentaux du Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique (NEPAD).

Déjà, le Secrétariat est submergé par le défi de suivre et de gérer les premiers chiffres des US\$ 5 milliards en projets Provenant des investisseurs internationaux et inter continentaux qui ont répondu avec enthousiasme aux initiatives de programme de l'Union Africaine de NEPAD.

Selon le professeur Wiseman Nkuhlu, le président du Secrétariat du NEPAD, le secrétariat a élaboré une liste de projets à court terme, mais il n'a pas encore fourni des détails plus compréhensifs pour des projets en cours de réalisation alors que d'autres sont encore au stade de planification.

Le Secrétariat a ouvertement admis que certains travaux liés à la structure de NEPAD sont exécutés indépendamment au niveau du continent par le secteur privé qui établi de nouvelles entreprises commerciales qui ne sont pas encore enregistrées.

Nkuhlu a notamment souligné que l'énergie, les télécommunications, les projets pharmaceutiques et de développement régional sont une indication des priorités émergentes. Parmi les projets prioritaires mentionnés par Nkuhlu figure le Corridor Énergétique de l'Ouest qui permettra le transport de l'énergie depuis le projet hydro-électrique des chutes d'Inga en République Démocratique du Congo vers l'Angola, le Botswana, la Namibie et l'Afrique du Sud.

Les propositions pour le projet hydro-électrique des chutes d'Inga existent depuis 20 ans, mais le NEPAD a fourni un cadre de collaboration parmi les états africains. Les plans sont maintenant en cours et il est attendu que le projet renforcera le flot d'électricité dans la région avant que la demande en ravitaillement d'électricité actuelle ne devienne critique en 2007.

Un autre projet est celui du Projet d'Électricité de Mepanda Uncia pour le développement en aval du barrage de Cahora Bassa au Mozambique. Cela signifie que vers 2010, la SADC pourra au moins poursuivre les Objectifs du Plan d'Action de Johannesburg qui est

un résultat du Sommet Mondiale du Développement Durable.

La région pourra utiliser des moyens qui sont salubres et qui respectent la protection de l'environnement pour la production de l'électricité ainsi que la réduction de la pauvreté grâce à l'augmentation des millions des ménages pauvres ayant accès à l'énergie. Bien que la possibilité de financement de ces projets par la Banque mondiale existe, il a été proposé un Fonds africain pour l'Énergie qui pourrait aussi contribuer au financement. Le premier objectif de ce Fonds pour l'Énergie serait de développer des relations entre les réseaux électriques des pays africains.

Il y a aussi un projet de câble marin en fibre optique pour le renforcement des liens de télécommunications et un projet littoral - a - littoral bâti autour d'un noyau de parcs transfrontaliers. Plusieurs pays suivent l'exemple du Mozambique, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe en développant des parcs nationaux transfrontaliers. Un projet similaire est en cours en l'Angola, au Botswana, en Namibie et en Zambie le long de leur frontière commune.

Nkuhlu a indiqué qu'il y a aussi une proposition selon laquelle l'expansion de l'Initiative de Développement Spatiale Touristique Internationale du Haut Zambèze/Okavango créerait 15 stations touristiques de US\$ 100 millions chacune vers l'an 2010.

Toutefois, le flot du tourisme en Afrique a été retardé par le fait que pendant plus de 70 ans, les compagnies aériennes européennes, asiatiques et de l'Ouest dominaient l'espace aérien africain.

Le ministre des transports de l'Afrique du Sud Jeff Radebe a dit que le continent a entrepris des changements et a coupé le cordon rouge en vue de décongestionner la bureaucratie pour permettre la bonne marche des affaires entre voisins.

"Elles (les compagnies aériennes européennes) ont accumulé des profits massifs, et récemment, nous voyons un nombre croissant de compagnies privées pénétrant l'industrie aérienne et profitant du vide qui existe dans la couverture de certaines voies aériennes qui n'étaient pas bien déservies" a-t-il souligné.

L'Union Africaine a établi une commission d'aviation pour favoriser la collaboration entre les gouvernements afin qu'ils ouvrent leurs espaces aériens et fassent la promotion de leurs lignes aériennes.

"Il n'y a pas de doute qu'il y a un immense financement africain capable de rendre ces compagnies aériennes économiquement viables" a dit Radebe, "en particulier maintenant que le continent a souscrit aux buts et objectifs du NEPAD sur le commerce intercontinental".

Une initiative pour développer et fournir les produits pharmaceutiques est aussi en cours comme composante de l'initiative de transfert des produits pharmaceutiques et de technologie afin d'améliorer l'accès du continent aux médicaments essentiels à des prix abordables pour le VIH et SIDA, la tuberculose et le paludisme.

Selon le Conseil Sud Africain de Technologie et des Minerais (Mintek), les richesses et diverses ressources en minerais d'Afrique peuvent constituer la base d'un développement industriel.

L'Afrique détient les plus grandes réserves du monde en platine (70 pourcent), diamant (52 pourcent), chrome (52 pourcent), cobalt (43 pourcent) aussi bien que le manganèse (38 pourcent). Comme continent, nous sommes en tête pour les réserves de phosphates (29 pourcent), l'or (24 pourcent) et d'uranium (17 pourcent) ainsi que 10 pourcent du pétrole mondial.

Ce qui reste au continent pour réaliser ses rêves et éradiquer la pauvreté c'est de rechercher des investissements étrangers qui devraient être liés à la participation indigène dans les entreprises minières. Il faudrait qu'il y ait des changements importants dans le système de propriété des ressources naturelles et un flux considérable de financement locale en vue d'améliorer la capacité de gestion des mines.

Toutefois, une évaluation de quelques entreprises sud africaines au niveau du continent a révélé soit qu'elles ont fait faillite ou bien elles n'atteignaient pas les objectifs envisagés. Cela provient du fait que certains objectifs du NEPAD en vue de réduire les fossés pour harmoniser la législation des affaires, les réglementations de douanes et les taxes au niveau du continent restent insuffisantes. □

## Prédiction d'une saison de récolte incertaine pour l'Afrique australe

par Clever Mafuta

Le huitième Forum Régional de Prévion Climatique pour l'Afrique Australe (SARCOF-8) prédit une saison pluvieuse difficile pour l'Afrique australe allant du dessus de la normale en dessous de la normale en terme de précipitations.

Dans une déclaration publiée à la fin de leur récente réunion à Hararé, SARCOF-8 prédit que les parties centrales de la région de la SADC couvrant l'Angola, la Zambie, le nord du Botswana, l'extrême nord de la Namibie, l'extrême nord du Malawi, le Sud de la République Démocratique du Congo, l'ouest de la Tanzanie et les Iles de l'Océan Indiens comme l'Ile Maurice et les Seychelles ont plus de chance de recevoir une précipitation normale ou au dessus de la normale pendant les mois d'octobre à décembre 2004.

L'extrême nord (nord de la RDC) et les parties sud de la région de la SADC ( Afrique du Sud, Swaziland, Lesotho, sud du Mozambique, sud du Botswana, sud du Zimbabwe et sud de la Namibie ) ont de grandes chances d'expérimenter une précipitation normale ou en dessous de la normale pendant la même période. Il est aussi prédit que l'Est de la Tanzanie, la majeure partie du Malawi et le nord du Mozambique auront une précipitation en dessous de la normale ou normale.

Dans la période de janvier à mars 2005, une grande partie de la région recevra une précipitation normale ou au dessus de la normale avec comme exception certaines parties du Zimbabwe, du Botswana, du centre du Mozambique, l'Afrique du Sud, l'est de la Tanzanie et de l'Ile Maurice qui ont de grandes chances d'avoir des précipitations normales ou au dessous de la normale. Ceci en dépit d'un réchauffement anormal au dessus de la région équatoriale Est de l'Océan Pacifique qui est associé à un faible développement du phénomène d'*El Niño*.

*El Niño* est couramment associé aux conditions de précipitations en dessous de la normale au dessus de l'Afrique australe. Le mémorable *El Niño* de 1997/98 a eu un impact dévastateur sur la majorité de l'Afrique australe causant une grande sécheresse.

Les prévisions de précipitations pour la saison de pluie 2004/05 représentent un défi pour la production agricole en Afrique australe. Les prévisions de précipitations suggèrent des conditions de productions agricoles près de la normale pour la région, avec comme les zones les plus affectées le sud de l'Afrique du Sud, du Lesotho, du Swaziland et du Mozambique.

Les faibles précipitations prévues de janvier à mars 2005 pour la zone de production du maïs du Zimbabwe, Mozambique, de l'Afrique du Sud et l'Est de la Tanzanie représentent un souci

particulier. En cette période de la saison, le maïs qui est la denrée alimentaire de base pour la majorité de la région de la SADC est à un stade de stagnation critique.

Une faible saison de pluie en 2004/05 pourrait avoir un impact négatif en Afrique australe compte tenu du fait que bien des localités de la région font face à une pénurie alimentaire. Le Système du Réseau de Pré-Alarme pour la Famine estime une baisse total de la production des céréales de 1,5 million de tonnes pour la saison 2003/04, avec l'Angola, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique et la Swaziland come étant les pays les plus touchés.

Néanmoins, la disponibilité locale de céréales s'est considérablement améliorée au Mozambique, en Afrique du Sud et en Zambie par comparaison à la saison 2002/03. Ces pays prévoient une exportation d'un surplus de maïs, seulement suffisant pour couvrir les besoins en importation du Botswana, de la Namibie et du Swaziland.

Il est aussi important de voir au delà des facteurs agro-climatiques et de prendre en compte d'autres facteurs tels que la disponibilité des semences et des engrais, l'accès au financement par les fermiers, les primes pour les cultures de production et la disponibilité des services d'appui. □

## Processus proactif de rédefinition d'un nouveau calendrier régional

suite de page 1

élections au Botswana, en Namibie et au Mozambique.

“Les principes [électorales] sont...un travail progressif et seront améliorés par des expériences démocratiques et des pratiques dans la région. L'opinion selon laquelle ce ne sont pas tous les états membres de la région qui les mettraient en pratiques est, à mon avis un préjugé. Laissons l'expérience être le meilleur des maîtres” a-t-il dit.

A la question de savoir si la SADC est satisfaite des progrès que fait le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) vers l'intégration au développement du continent, Ramsamy a dit qu'il était trop tôt pour quantifier les réussites.

Toutefois a-t-il dit, “on peut dire sans risque de se tromper que le cadre favorise

clairement les perspectives pour la mobilisation directe des investissements étrangers, et le porte-feuille des investissements étrangers, accélérant les réformes politiques et consolidant la démocratie ainsi que de solides réformes macro-économiques”.

Ramsamy a dit que des progrès remarquables avaient été faits en vue d'atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (MDGs) particulièrement dans les domaines tels que l'alphabétisation, mais de plus grands défis demeurent en particulier dans la réduction des niveaux de pauvreté et la lutte contre le VIH et le SIDA.

Le secrétaire exécutif espère que les négociations actuelles entre la SADC et l'Union Européenne (UE) vont produire des résultats favorables qui permettront aux états membres un accès au marché de l'UE.

La SADC cherche à améliorer l'accès à ce marché spécialement pour l'Agriculture et la Pêche.

Dans son évaluation du processus d'intégration dans la SADC, Ramsamy a dit que le calendrier est bien respecté. Il a cité l'exemple de la revue à mi-terme du Protocole du Commerce dont la mise en œuvre est en bonne voie.

“Au cours des dix prochaines années, je vois la SADC ayant déjà un tarif commun externe, c'est à dire que la SADC se sera transformée en une Union Douanière” a dit Ramsamy.

Il a toutefois rapidement souligné que dans l'ensemble, les résultats demeurent la responsabilité des états membres.

Nous [Secrétariat de la SADC] ne pouvons que faciliter, évaluer et donner des avis. La mise en œuvre dépend des états membres” a-t-il dit. □

## Une retrospective de l'année 2004 pour la SADC

L'année 2004 s'achève comme elle a commencé, l'Afrique australe Jouit d'une incomparable paix, d'une stabilité politique et de sécurité tandis que la réduction de la pauvreté demeure le sujet central du programme de la région. Munetsi Madakufamba et Chengetai Madziwa font le résumé de l'année 2004 de la SADC.

Lorsque le Secrétaire Exécutif de la SADC Prega Ramsamy a présenté les grandes lignes du calendrier de 2004 à la fin de l'année précédente, il avait fait ressortir l'importance de la réduction de la pauvreté qui selon lui était bien en deça des cibles minimales.

Ramsamy demandait la mise en place de stratégies capables de débloquer les ressources et les limitations de production qui contribuent au manque de progrès vers l'atteinte des Objectifs de Développement du Millennium des Nations Unies (MDGs).

La pauvreté dans la région de la SADC a une relation cyclique avec la sécheresse et l'inondation, l'insécurité et les conflits, le VIH et le SIDA ainsi que le paludisme et d'autres maladies transmissibles. Ceux-ci constituaient les priorités pour l'année 2004 ainsi que les questions d'égalité de sexe, d'énergie, d'eau et les autres besoins socio-économiques de base nécessaires pour le développement régional et l'intégration dans la SADC.

Dans la poursuite du programme régional, le plus important jalon était le lancement au mois de mars du RISDP, le schéma directeur pour l'éradication de la pauvreté. RISDP est une adaptation régionale et l'application en Afrique du NEPAD et des MDGs.

Le schéma directeur historique guidera la SADC au cours des 15 prochaines années dans tous les domaines clés de l'intégration régionale et soutendra les aspirations des quatre directions qui avaient été établies au secrétariat de la SADC au Botswana qui émerge de quatre années d'une difficile restructuration.

Le RISDP avait été créé par le président de la Tanzanie Benjamin Mkapa qui assumait la présidence rotative de la SADC au début de cette année. Son mandat était marqué par un programme orienté vers les résultats d'une intégration régionale de base liés à des cibles temporelles. Il avait parlé constamment et vivement de l'intégration régionale et de sa cohérence avec l'éradication de la pauvreté.

Mkapa rappelait aux pays de l'Ouest que la démocratie en Afrique avait atteint un stade de maturité et que les états membres étaient capables de prendre en mains leurs propres affaires. Le succès

des élections en Afrique du Sud en avril dernier, au Malawi en mai, au Botswana en octobre et en Namibie en novembre, ainsi que les préparations au Mozambique prévues pour décembre avaient démontré la bonne acceptation du suffrage universel dans une culture politique pluraliste.

L'adoption unanime en Août des principes et directives de la SADC régissant les élections démocratiques par le sommet de la SADC à l'Ile Maurice ont renforcé le processus démocratique dans la région.

Les directives qui permettent actuellement l'évaluation des élections dans la SADC démontrent bien l'unité qui existe dans la région et la destinée commune à laquelle aspirent les états membres.

Un autre jalon a été l'adoption, et maintenant la mise en œuvre de la déclaration de Dar es Salaam pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire au mois de mai 2004 au cours d'un Sommet Extraordinaire de la SADC en Tanzanie, une stratégie multi sectorielle pour pérenniser la sécurité alimentaire.

Les dirigeants de la SADC ont réaffirmé leurs engagements pour accélérer le développement agricole dont 70 pourcent de la population de la région dépendent pour la subsistance, les revenus et l'emploi. La déclaration contient des stratégies et des cibles à court, moyen et long termes.

Dans son impressionnant discours d'ouverture le Président Mkapa l'hôte et ensuite le Président de la SADC avait donné le ton en invitant ses collègues à s'assurer que la région pouvait s'alimenter elle-même d'une manière durable. Mkapa avait dit franchement qu' "à moins que nous les dirigeants de la SADC ressentions la honte d'avoir à demander la nourriture, que nous recevons quelques fois avec toutes sortes de conditions, nous ne pouvons pas honorer nos pays. Travaillons ensemble pour honorer et non apporter le déshonneur à l'Afrique australe indépendante".

Le premier ministre Paul Bérenger de l'Ile Maurice qui assume la présidence de la SADC pour 2004 / 2005 a mis l'accent sur la nécessité d'une approche d'action de base orientée pour faire face aux défis de la région. Il s'est engagé à rendre

opérationnel le RISDP tout en poursuivant le programme de Mkapa concernant la sécurité alimentaire, le VIH et le SIDA, les conflits et l'insécurité.

Il a aussi souligné la nécessité d'achever le processus de restructuration et la mise en œuvre des protocoles de la SADC. Le Protocole du Commerce de la SADC, l'un des plus importants parmi les 30 instruments légaux de la SADC a fait l'objet d'une revue à mi-terme au courant de cette année afin d'évaluer les progrès réalisés depuis sa mise en application en l'an 2000. Les résultats de cet exercice sont attendus à la fin de l'année.

Le Protocole de Commerce est un cadre légal qui permet à la SADC d'atteindre les objectifs de mise en place d'une Zone de Libre Echange en 2008 et une Union Douanière en 2010.

La mise en place de la Commission des Ressources en Eau du Zambèze en juillet a marqué un pas significatif dans la mise en œuvre du protocole relatif à la Distribution des Ressources en Eau qui avait été signé en 1995, révisé en l'an 2000 et qui est entré en vigueur en 2003.

Le Protocole sur l'Énergie a été renforcé par l'approbation en octobre par les ministres de l'énergie et les directeurs généraux des sociétés d'énergie de l'Angola, la République Démocratique du Congo, la Namibie et l'Afrique du Sud en vue de former la compagnie du Corridor Énergétique de l'Ouest.

L'accord des décideurs sera signé avant la fin de l'année. La SADC espère concrétiser la mise en place de ces protocoles s'il ressort que cela représente un élément de renfort du NEPAD, qui vient d'achever ses trois premières années. Une longue liste de projets ont été soumis par la SADC au NEPAD pour la recherche de financement.

La SADC est bien placée pour présenter ses programmes à l'Union Africaine et au NEPAD. Le Parlement Panafricain qui a été lancé cette année et le Secrétariat du NEPAD ont leurs sièges en Afrique du Sud, dans la région de la SADC.

En septembre le Parlement Panafricain de l'Union Africaine a tenu sa première assemblée régulière avec ses 265 membres venant de toute l'Afrique. Le parlement a discuté des lois, des règlements et a établi des comités qui lui permettront de répondre aux défis du continent.

Au sommet de tous ces défis se trouve l'éradication de la pauvreté, défi dont la SADC entend relever en 2005 et au-delà. □

## Changement de dirigeants et problèmes fonciers sont les sujets des élections de fin d'année 2004

Pendant le dernier trimestre de l'an 2004, trois importantes élections nationales en Afrique australe ont eu pour sujets majeurs la redistribution des terres et le changement des dirigeants politiques.

C'était d'abord le Botswana qui a tenu des élections parlementaires le 30 octobre donnant la victoire au parti au pouvoir le PDB (Partie Démocratique du Botswana) avec 44 des 57 sièges au parlement. Le problème du changement de dirigeants a surgi pendant la campagne. La question était de savoir qui devrait succéder à Mogae quand il quitterait son poste en 2008? C'était le premier sujet post-électoral à l'ordre du jour du parti et du parlement que Ian Khama Seretse Khama, Vice Président du parti ayant été promu au poste de Vice Président du pays, devait endosser.

Khama n'avait pas eu d'opposition pour son élection comme membre du parlement dans sa région d'origine de Serowe où il était le chef de Bamagwato, ou *kgosi*. Il est le fils aîné du premier président du Botswana, Seretse Khama, et ancien commandant des Forces Armées du Botswana (BDF).

Un autre sujet brûlant en fond des urnes électorales était celui de la relocalisation des Basarwa de leur territoire ancestral de la Réserve Centrale du Kalahari à la ville de New Xade. Cette relocalisation fait actuellement l'objet de contestations auprès des tribunaux.

Les problèmes fonciers sont également un sujet brûlant dans les villages périurbains autour de la capitale Gaborone qui généralement apporte son soutien aux candidats de l'opposition.

Les électeurs Namibiens ont voté les 15 et 16 Novembre pour le maintien du parti au pouvoir la (SWAPO), l'Organisation des Peuples du Sud Ouest Africain 14 ans après la fin de la lutte armée pour conquérir l'indépendance.

Le changement des dirigeants en Namibie s'est effectué par le remplacement du président Sam Nujoma qui a conduit le pays à l'indépendance en 1990 et qui se retirera du gouvernement en mars 2005. Son successeur est Hifikepunye Pohamba l'actuel ministre de l'agriculture, de la réorganisation territoriale et la réhabilitation, candidat de SWAPO aux récentes élections.

La SWAPO a obtenu 75 pourcent des voix et retenu 55 sièges sur les 72 membres de

l'Assemblée Nationale. Le second et de bien loin était Ben Mulema du Congrès des Démocrates (C.O.D) avec 7,3 pourcent et 4 sièges.

La SWAPO considère la réforme foncière comme la clé du développement national et de la réduction de la pauvreté pour assurer la stabilité tant politique qu'économique.

Pohamba dans ses attributions actuelles a initié l'acquisition des terrains abandonnés pour les redistribuer à la majorité des citoyens sans terre. Il a aussi préparé des plans pour résoudre le grand problème du partage des terres arables réduites qui sont encore largement la propriété des fermiers blancs.

Un autre problème durant la récente élection était la consolidation des récents avantages acquis dans le domaine social y

compris la santé, l'éducation, le développement de l'infrastructure.

Au Mozambique, les élections des 1er et 2 décembre endosseront l'élection d'un nouveau président et d'un parlement. Le président actuel Joaquim Chissano démissionnera après 18 ans au pouvoir. Son successeur, candidat du Frelimo, Armando Emilio Guebuza est assuré d'une victoire certaine comme prochain président du pays.

Selon la constitution nationale, la terre appartient à l'état du Mozambique, mais les récents événements ont fait résurgir des questions concernant l'allocation des terres et des baux, en particulier aux opérateurs touristiques étrangers qui veulent développer la très longue zone côtière du pays aux eaux limpides et aux belles plages. □

### L'engagement du gouvernement sur les objectifs de l'égalité des sexes se reflète au niveau du cabinet

Les gouvernements de la SADC élus en 2004 démontrent clairement leurs engagements pour les objectifs de 2005 de la Déclaration de la SADC sur l'égalité des Sexes et le Développement, bien que l'électorat n'ait pas toujours apporté son soutien à ce problème.

Le cas le plus notoire vient du Botswana où les élections générales du 30 octobre ont vu un recul important du nombre de femmes élues comme Membre du Parlement (MPs) chutant de sept à quatre au précédent parlement. Il n'y avait que 12 femmes candidates aux élections.

Bien que vivement critiqué pour être le retardataire en ce qui concerne l'atteinte des objectifs régionaux en terme d'égalité des sexes, suivant à la traîne l'île Maurice, le président Festus Mogae a utilisé ses prérogatives pour redresser la situation en nommant des femmes à trois des 4 sièges des membres du parlement sans électorat, ce qui a ramené le nombre total des femmes à sept.

Il a également fait une autre action remarquable en nommant quatre femmes au cabinet ministériel sur un total de 14. Ce qui signifie que 28,6 pourcent des membres du cabinet ministériel au Botswana sont tenus par des femmes.

En plus, Mogae a également offert le poste le plus important du cabinet du pays à une femme le ministère de la santé, professeur Shiela Tlou.

Les élections présidentielles et parlementaires du Malawi le 20 mai ont connu une augmentation considérable dans la représentation des femmes. Le nombre de femmes s'est accru de 8 à 17 pourcent. Le Malawi a maintenant 25 pourcent de femmes au gouvernement et 33,3 pourcent de femmes vice-ministres.

Les élections parlementaires en Afrique du Sud le 28 Avril dernier ont connu un accroissement du nombre de femmes au parlement, dont le nombre est passé de 30 à 32,8 pourcent.

Il y a 12 femmes parmi les 28 ministres du cabinet en comparaison à huit dans l'ancien gouvernement. Le nombre de femmes vice-ministres est passé de 10 à 21 en comparaison de huit sur 16.

De ce fait les femmes représentent 43 pourcent du gouvernement actuel de l'Afrique du Sud. Les élections en Namibie le 15 et 16 Novembre ont eu pour résultat une réduction du nombre de femmes élues à l'Assemblée Nationale qui est le parlement du pays.

La Namibie compte actuellement 18 femmes pour les 72 sièges de l'Assemblée, 25 pourcent en comparaison des 21 femmes élues (27 pourcent) en 1999 et 9 pourcent en 1994. La représentation des femmes au niveau du gouvernement est de 18,5 pourcent et cela se maintiendra jusqu'au nouveau gouvernement en mars 2005.

Au Mozambique, la représentation des femmes dans l'Assemblée Nationale sortante était de 31,2 pourcent tandis qu'au niveau du gouvernement c'était 13,04 pourcent. Ceci est appelé à changer après les élections présidentielles et parlementaires du 1er et 2 décembre. Le Mozambique se distingue du fait que c'est le premier pays dans la région de la SADC à avoir une femme nommée au poste de premier ministre, Luisa Diogo et qui est aussi le ministre des finances. □



## Progrès des Plans d'Action à Court Terme Projets soumis par la SADC au NEPAD

Titre du Projet	Objectif	Progrès/Commentaires
Projet Énergétique du Corridor de l'Ouest ( WESTCOR)	Mettre ensemble le vaste potentiel hydro électrique de la République Démocratique du Congo, l'Angola, et la Namibie	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Un Agrément initial avait été signé le 24 Avril 2002 entre cinq services publiques ( Angola, Botswana, DRC, Namibie et Afrique du Sud)</li> <li>◆ L'Approbation de l'Agrément Intergouvernemental (IGMOU) entre les cinq gouvernements n'a pas encore eu lieu</li> <li>◆ L'Agrément Interservices Publics a été signé ce qui a ouvert la voie à l'établissement de WESTCOR comme une entreprise</li> <li>◆ US\$ 4.0 milliards de financement qui restent à rassembler</li> </ul>
Mise en œuvre du Plan Régional harmonisé Titre Financier de Garantie	Faciliter l'application du Plan des Douanes Harmonisé de Titre Financier de Garantie à travers le marché commun pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe (régions COMESA et SADC)	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Un Seul Document Administratif (SAD) est suivi dans le Transkalahari et le Corridor de Dar es Salaam</li> <li>◆ SAD requiert des changements de législation dans certains pays, un processus qui demande du temps</li> <li>◆ Les administrateurs des Douanes et le secteur privé ont évalué le titre de garantie et d'autres options facilitant le Système d'obligations de Sécurité</li> </ul>
Renforcement/Etablissement des associations du secteur privé et des Forums des Décideurs	Promouvoir les interactions des secteurs publics et privés et développer la culture de partenariat public et privé pour l'infrastructure. Pour favoriser les mouvements transfrontaliers dans la région de la SADC en particulier les larges véhicules de marchandises	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Des associations régionales dans tous les modes de transport sont formées et opérationnelles</li> <li>◆ Quelques associations font face à des défis liés à l'environnement financier</li> <li>◆ L'Association des Autorités Routières Nationales Sud Africaine (ANSARA) a développé un plan des affaires avec des priorités bien précises et l'on espère que ce plan favorisera la recherche des financements pour ses activités</li> </ul>
Mise en œuvre des postes frontaliers à entrée unique	Pour favoriser les mouvements transfrontaliers dans la région de la SADC en particulier les larges véhicules de marchandises	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'établissement des postes frontaliers à entrée unique progresse lentement</li> <li>◆ Nécessité des changements fondamentaux de la législation dans tous les états</li> <li>◆ Jusque là un seul état membre, l'Afrique du Sud, a changé ses lois</li> </ul>
Gestion du contrôle des véhicules surchargés	Pour réduire l'incidence des camions surchargés sur les routes de la SADC et prolonger leur durée de mise en service, et réduire les coûts de maintenance routière	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Plusieurs initiatives de contrôle de surcharge sont mis en place dans tous les états membres</li> <li>◆ Faire le lien entre les déclarations douanières du trafic transfrontalier et les limites de surcharge en vigueur</li> <li>◆ SADC est en train de préparer un programme cible pour la mise en application des directives définies au début des années 90</li> </ul>
Conseil politique institutionnel et étude de sécurité routière	Pourvoir a la mise en œuvre des programmes de sécurité routière dans les pays membres de la SADC	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Depuis 2001 un projet pilote couvrant la sécurité et d'autres problèmes est mis en application dans le Corridor de Beira</li> <li>◆ Préparer des manuels pour la formation de chauffeurs, le renforcement des lois et l'établissement de programme d'étude pour la sécurité routière</li> <li>◆ L'identification des accidents liés aux angles obscurs et la proposition des mesures adéquates</li> <li>◆ Le projet du Corridor de Beira est financé par la Banque Africaine de Développement</li> </ul>
Le pont de Kazungula	Pour remplacer le bateau assurant le service entre le Botswana et la Zambie par un pont	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Il n'y a pas d'action significative sur le projet et l'on recherche encore les financements pour sa mise en application</li> </ul>
Pont de l'Unité	Pour entreprendre une étude de faisabilité technique et économique y compris la conception préliminaires pour la construction d'une nouvelle route reliant le Mozambique à la Tanzanie	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'étude de faisabilité n'est pas encore entreprise</li> <li>◆ Le projet a un soutien politique au plus haut niveau des gouvernements du Mozambique et de la Tanzanie</li> </ul>
Evaluation des Besoins en Angola	Pour faciliter l'évaluation des besoins en rapport avec la réhabilitation de l'infrastructure routière du pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ La SADC donne la priorité à la construction des maillons routiers pour améliorer les intercommunications Sud-Nord</li> <li>◆ La route allant de la frontière entre l'Angola et la Namibie à Santa Clara à la ville de Lubango en Angola sera probablement financée avec l'aide du Programme Régional Indicatif de l'Union Européenne pour la SADC</li> </ul>

Titre du Projet	Objectif	Progres/Commentaires
Chemins de fer de Tanzanie	Réhabilitation de la voie ferrée, signalisations à moderniser et provision de l'infrastructure des télécommunications pour la section de Dodoma-Mwanza Tabora-Mwanza	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ Financement par la Banque mondiale assuré en mai 2004</li> <li>✦ Un opérateur privé fera la gestion des opérations ferroviaires et il est attendu qu'il investisse en matériel roulant et en infrastructure.</li> </ul>
Soutien pour la concession des chemins de fer	Soutien à la concession de la Corporation Ferroviaire de la Tanzanie et les Chemins de fer du Swaziland grâce à la formation du personnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ Le processus de concession tant de TAZARA que de TRC est avancé</li> <li>✦ Besoin de soutien pour le Swaziland</li> </ul>
Corridor de Nacala Réhabilitation du Chemin de fer du kilomètre 77 Cuamba-Entre Lagos	Réhabilitation et amélioration de la voie ferrée entre Nacala et Cuamba et la frontière du Malawi (Entre Lagos)	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ L'extension du Chemin de fer de Nacala à Cuamba est actuellement en bonne condition</li> <li>✦ Le soutien est encore recherché pour la réhabilitation du kilomètre 77 de Cuamba et la liaison Entre Lagos</li> </ul>
Evaluation des besoins d'études pour l'Angola et la République Démocratique du Congo	Pouvoir aux études sur les conditions des réseaux ferroviaires dans les deux pays et identification des besoins pour la réhabilitation des systèmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ L'Angola a déjà réalisé la réhabilitation complète du Chemin de fer et un programme de développement nommé AngoFerro</li> <li>✦ Le financement est encore recherché pour la réalisation du programme</li> </ul>
Réhabilitation du système ferroviaire de Benguêla	Réhabilitation et amélioration du Chemin de fer de Benguêla afin de fournir des moyens adéquats pour des besoins futurs de transport	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ Financement recherché</li> </ul>
Réhabilitation du port de Nacala	Conception et construction des équipements de conteneurs, achat des équipements de manutention des conteneurs et assistance technique pour la gestion, l'amélioration générale du port	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ La concession du port a eu lieu en l'an 2000</li> <li>✦ Le soutien est encore recherché pour améliorer les capacités de manutention du port par l'investissement en équipements et autres infrastructures</li> </ul>
Réhabilitation du port de Lobito et fourniture des moyens de transbordement des cargaisons	Fournir un appui général pour la mise en exécution du Plan de Développement du Système de Transport du port de Lobito	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ Besoins de réhabilitation et des équipements supplémentaires</li> <li>✦ Accroissement du trafic envisagé par suite de la réhabilitation de la voie ferrée de Benguêla</li> <li>✦ Financement recherché</li> </ul>
Services consultatifs pour les affaires maritimes	Augmentation de la sécurité de navigation sur les eaux de la SADC	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ Il n'y a pas eu beaucoup de progrès comme l'attention a porté plus sur la sécurité portuaire en conformité avec le code de Navigation Internationale et de la Sécurité des Equipements Portuaires (ISPS) qui est entré en vigueur le 1er juillet 2004</li> </ul>
Développement d'une stratégie régionale pour les équipements de réception des déchets des navires	Développer une politique régionale relative aux équipements de réception des déchets dans les ports y compris les aspects techniques et législatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ Il n'y a pas eu beaucoup de progrès comme l'attention a plutôt porté sur la sécurité portuaire en conformité avec l'ISPS entré en vigueur le 1er juillet 2004</li> </ul>
Evaluation des besoins de sécurité du lac Malawi/Nyasa/Niassa	Obtenir un système coordonné de transport des marchandises et des passagers pour les trois pays riverains du lac	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ Le model de l'accord bilatéral n'est pas encore développé</li> </ul>
Mise en oeuvre de la Décision de Yamoussoukro et la restructuration	Etablissement d'une Autorité Co-Concurrentielle par la SADC, COMESA, et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC)	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ Règlements communs pour la concurrence dans les services de transports aériens</li> <li>✦ Les avant-projets de législation pour la concurrence ont été révisés</li> <li>✦ Le soutien est requis pour faciliter l'établissement et les opérations de l'autorité co-concurrentielle</li> </ul>
Amélioration de la sécurité des aéroports	Amélioration de la sécurité des aéroports dans tous les états membres	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ Le Comité d'Aviation Civile de la SADC a formé un sous comité d'experts de sécurité de l'aviation civile</li> <li>✦ Le Sous Comité devra partager les informations et développer une stratégie d'action harmonisée à travers les états membres de la SADC</li> </ul>
Etablissement d'un Centre de Contrôle de l'Espace Supra Aérien	Etude de faisabilité pour l'établissement des Centres de Contrôle de l'Espace Supra Aérien dans la Région (UACC)	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ La mise en œuvre de l'étude détaillée de l'UACC a été retardé par suite des changements des Termes de Référence ainsi que l'accord de financement</li> </ul>
Système Mondial de Surveillance de la Navigation	Mise en place d'une Base de Satellite, augmentation des systèmes en particulier la participation régionale dans l'ENGOS programme test de la Commission Européenne	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ Progrès significatifs notés dans l'établissement des procédures communes de GNSS pour la navigation aérienne</li> <li>✦ La Namibie, l'Afrique du Sud et la Zambie participent dans le programme test de ENGOS pour les Etats Africains de l'Océan Indien (AFI)</li> <li>✦ L'équipement a déjà été fourni et installé que la formation se poursuit.</li> </ul>

Source: Secrétariat de la SADC

# Le défi des ressources humaines en Afrique Australe

par Agnes Phiri

La sous région de l'Afrique Australe est à un carrefour critique en matière de ressources humaines. Elle fait face à des défis dantesques en ressources humaines exacerbés par l'impact du VIH et SIDA, la pauvreté et les désastres fréquents.

La faiblesse en capacités humaines pour soutenir la production des services efficaces, les services sociaux de base au public à tous les niveaux, demande de nouvelles qualifications et approches innovatives si les pays doivent atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (MDGs).

En réponse à cette urgence le Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), les pays de l'Afrique Australe, les partenaires du développement et autres agences et organisations des Nations Unies (UN), sont en train de promouvoir, soutenir et mettre en oeuvre la nouvelle initiative - l'Initiative de Capacité de l'Afrique Australe (SACI).

Alors que cette initiative de capacité humaine se focalise en Afrique Australe son application pourrait dans le futur s'étendre dans d'autres parties du continent ayant des défis similaires de capacité.

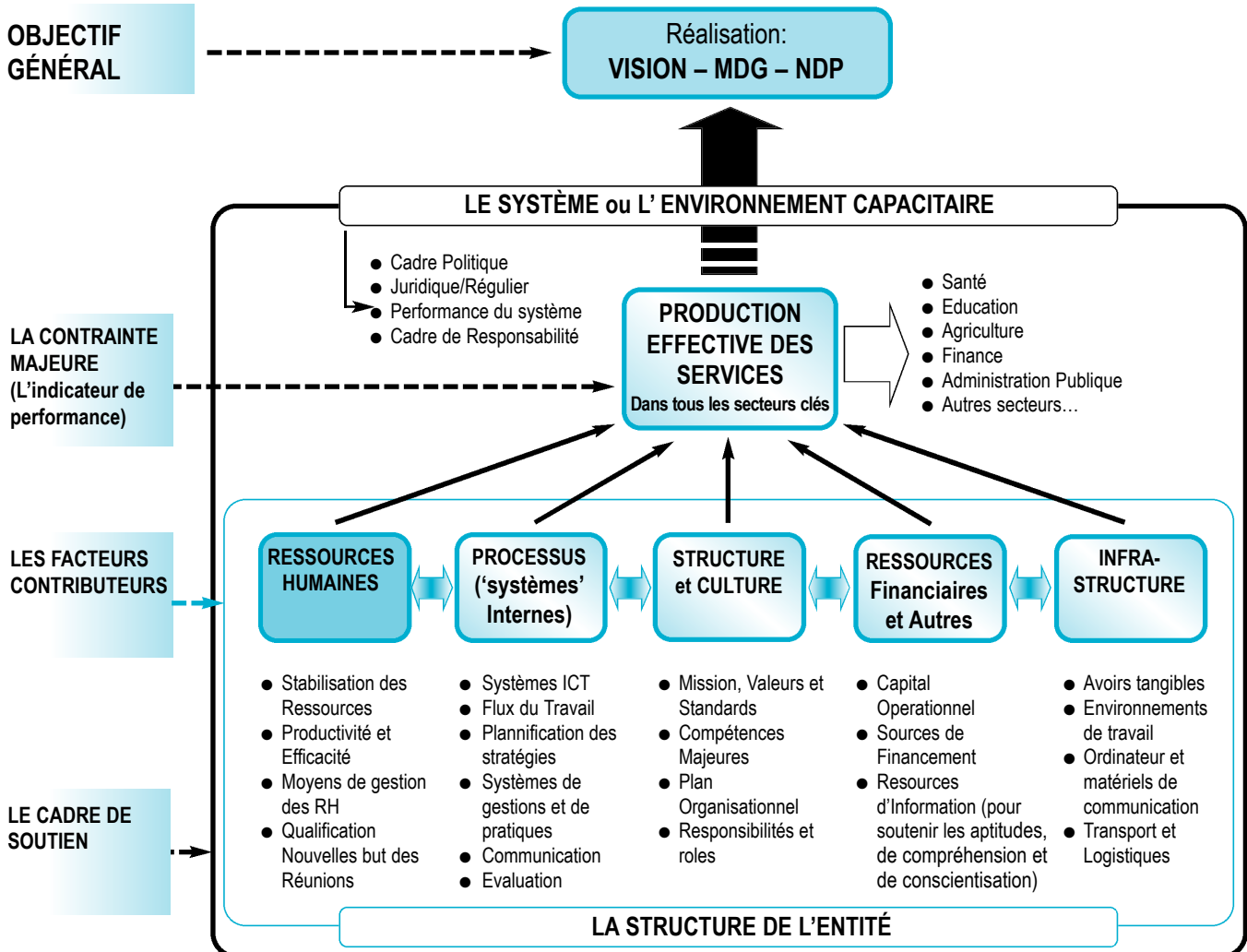
## Qu'est-ce que la SACI ?

SACI est un cadre pour promouvoir des réponses à de nombreux domaines critiques de capacités humaines. L'initiative aide les pays de l'Afrique Australe à concevoir et à mettre en oeuvre une série d'actions et de stratégies additionnelles relatives au défi complexe de capacités humaines d'une manière systématique et intégrée.

Le cadre demande un nouveau sens d'urgence pour satisfaire les besoins de capacité qui faciliteront la réalisation des Objectifs du Millénaire de Développement.

*suite page 12*

## Cadre d'intérêt de la SACI



## Renforcement de la capacité de l'énergie de la SADC

La région de la SADC considère l'énergie comme la priorité et la clé du développement, et a entrepris rapidement dans de nombreux domaines le renforcement de la capacité dans la région où la demande annuellement surpasse la croissance en approvisionnement.

Le développement le plus significatif à ce jour a été l'évolution rapide du Corridor de l'Énergie de l'Ouest.

Le projet basé sur la capacité largement inexploitée de la rivière Inga dans la République Démocratique du Congo (DRC) va initialement générer environ 3500 megawatts suffisant pour l'approvisionnement de quatre autres pays.

Une compagnie pour gérer ce projet de US 4,5 milliard sera constituée par les services publics de l'énergie de l'Angola, le Botswana, la Namibie, l'Afrique du Sud et la DRC après que les décideurs auront signé l'accord en décembre.

Le développement rapide du projet suit l'approbation en octobre des Ministres de l'Énergie et des Directeurs des services publics des cinq pays. La demande en électricité dans la région continuera à croître en 2005.

La compagnie à établir sera basée au Botswana et sera la première du genre dans le continent. Chaque pays participant aura 20 pourcent des parts.

La compagnie proposée sera propriétaire des infrastructures des barrages, des stations d'énergie et des câbles allant de la DRC aux autres pays.

La participation des secteurs privés et le financement seront recherchés pour la construction et les opérations du projet dont on espère l'achèvement au cours des six à sept prochaines années.

L'étude de faisabilité financée grâce à une contribution de US\$ 100.000 par chacun des cinq pays ainsi que l'évaluation de l'impact sur l'environnement et une étude sur la viabilité financière et légale seront produits en 2005.

Les gouvernements participants ont accepté d'harmoniser la législation pour faciliter le mouvement des personnes et des biens en rapport avec l'ambitieux projet.

La dynamique du projet provient du NEPAD, de l'unité d'ESKOM, et des services publics de l'Afrique du Sud.

Le projet pourrait à l'avenir s'intégrer dans le projet Grand Inga avec des possibilités de générer l'énergie suffisante pour alimenter le reste du continent.

Le Consensus d'Accord Intergouvernemental (MOU) établissant le Corridor de l'Énergie de l'Ouest était approuvé par le Comité Intégré des Ministres de la SADC en juillet 2003.

"La situation régionale de l'énergie est restée statique au cours des douze mois passés en ce qui concerne la distribution", c'est ce qu'a dit Prega Ramsamy Secrétaire Exécutif de la SADC à la fin de l'année.

"Toutefois, pour ce qui est de la demande, la région a enregistré une rapide croissance et le commerce de l'énergie à travers le marché à court terme de l'énergie établi et géré par le Centre de Coopération du Plan de l'Énergie de l'Afrique Australe".

Un grand développement de la région d'autre part, est la restructuration de la possession du projet de l'immense barrage Cabora Bassa au Mozambique construit alors que le Mozambique était encore sous la colonisation Portugaise, initialement pour la distribution de l'électricité à l'Afrique du Sud à des taux préférentiels, le propriétaire

majoritaire étant le gouvernement du Portugal. HCB a aussi vendu 500 megawatts d'énergie au pays voisin le Zimbabwe à un tarif plus élevé.

Des délégations du Mozambique au Portugal ont tenu des consultations pour discuter du cadre de transfert de la possession de la compagnie Hydroélectrique Cabora Bassa qui fait fonctionner le barrage sur la rivière Zambèze au centre du Mozambique.

Les délégations ont pour tâche d'établir un "chiffre raisonnable" pour la dette de HCB au trésor portugais qui est propriétaire de 82 pourcent des parts alors que le Mozambique n'a que les 18 pourcent restant.

Une énorme dette s'était accumulée par la compagnie pendant 15 ans lorsque le barrage ne pouvait être opérationnel et générer de l'argent, par suite du sabotage par l'ancienne Afrique du Sud ségrégationniste et un groupe local de rebelles, Renamo.

Le Portugal évalue la dette à plus de US\$ 2 milliard mais le Mozambique estime que c'est impayable. Les deux parties cherchent à trouver un accord pour un chiffre raisonnable de la dette et l'établissement d'un syndicat financier pour réduire la dette à un chiffre aussi bas que possible. □



Barrage d'Inga, RDC

## Le défi des ressources humaines en Afrique Australe

suite de page 10

SACI couvre actuellement le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe.

### Principaux éléments constitutifs

- ♦ Renforcer la politique de l'environnement pour résoudre les défis des capacités humaines - promouvoir de nouveaux efforts de renforcement du cadre politique pour résoudre les contraintes de capacités humaines dans le contexte des défis actuels. Cela implique l'adaptation, la coordination et le développement des instruments ou stratégies politiques.
- ♦ Développer de nouvelles approches pour renforcer la provision des

services - promouvoir des approches alternatives pour repenser et reorganiser la provision des services en vue de maximaliser les services mobiles y compris la considération de nouvelles voies par lesquelles la communauté de base et les organisations de la société civile ainsi que le secteur privé peuvent contribuer dans l'accroissement de la provision des services. Dans ce domaine l'opportunité d'utilisation de la Technologie de l'Information et Communication (ICT) pour renforcer la provision des services est identifiée et développée.

- ♦ Formation innovante et urgente pour satisfaire les nouvelles demandes de qualification et compétence qui

apparaissent - cela implique de travailler avec les institutions pour développer des programmes de formation et des compétences dans des domaines nouveaux tels que la gouvernance, la sécurité alimentaire, les systèmes de réflexion et stratégie. Parmi d'autres approches l'accent est mis sur le travail avec les institutions et autres organisations pour les développement des qualifications à acquérir et des programmes de formation pour des secteurs clés tels que la santé, l'éducation, l'agriculture, les services publics ainsi que l'identification de nouveaux secteurs; et

- ♦ Promouvoir la capacité de stabilisation, de maintenance et d'utilisation - ceci implique une programmation rapide et le déploiement des Volontaires des Nations Unies (UNV) et d'autres volontaires existant pour couvrir le fossé critique de capacité aux niveaux variés des pays. Un aspect à considérer est le développement d'un plan de Volontaires Nationaux qui pourraient comprendre un nombre assez considérable de nationaux à prendre parmi les diplômés qualifiés ou des personnes à la retraite rémunérés pour travailler aux niveaux national, district, local, et communautaire du pays afin de renforcer le manque des capacités humaines. □

### Eskom promouvoit la pensée créative et l'humanité commune

L'entreprise parapublique d'électricité de l'Afrique du Sud, Eskom, promouvoit l'indépendance de la pensée et la réflexion créative parmi la nouvelle génération des leaders Africains en utilisant le concept de *ubuntu*, le traditionnel sens de l'humanité commune qui unit les Africains à travers le continent.

Le Président de Eskom, Reuel Khoza dit que la coopération a identifié la bonne gouvernance comme la clé pour bâtir la coopération et le travail d'équipe ce qui sera bénéfique à la compagnie, aux décideurs et à la société en général.

Il pense que les pratiques Africaines authentiques devraient remplacer les pratiques des affaires Eurocentriques, selon l'article du Sunday Times "Il est temps pour les leaders du continent de prendre leur juste place".

Eskom a entrepris une étude des modèles de gouvernance en Afrique et ailleurs en réponse au défi du Président Thabo Mbeki dans "Ou sont les intellectuels Africains?".

La Fondation Eskom d'Etudes du Leadership Africain dit que les Africains généralement manquent de confiance en leur culture traditionnelle et devraient travailler pour restaurer leur héritage afin de rejoindre la communauté internationale en toute dignité.

L'étude suggère une campagne qui redonne l'intérêt aux pratiques de leadership traditionnel car beaucoup d'Africains dans les affaires et en politique ont oublié ou n'ont jamais pris en considération leurs origines.

Khoza dit que *ubuntu* promouvoit l'identité, la confiance, la motivation et le travail d'équipe. Ce sont les qualités qui devraient concerner la majorité des entreprises au moment où la pérennité dépend du capital humain.

"Les valeurs communes de l'Afrique d'antan sont plus proches de l'esprit des affaires modernes que les valeurs autoritaires que nous associons avec la gestion scientifique" souligne l'article.

"Le leadership Africain prend soin du service pour les autres alors que la gestion scientifique était le résultat des techniques de production de masse dans lesquelles les travailleurs devenaient juste des maillons de la chaîne de production faisant un travail répétitif et non créatif."

Eskom est parmi les entreprises Africaines, les gouvernements, les officiels et les intellectuels qui activement défient l'Afro pessimisme et insistent que le continent a des solutions, des idées et des valeurs qui pourraient changer la face du sur le fait commerce mondial. □

### Partenariat pour la promotion du SACI

**Organes Continentaux/Régionaux** UA, NEPAD, SADC, ECA, IGAD, ACBF et autres.

**Institutions Financières Internationales/Multi-lateral Agences** des NU, ECA, Banque Mondiale, FMI, UE, AfDB et autres.

Organisation AID Bilateral.

**ONGs Régionales, Réseaux, Académie et organisation choisies du secteur privé.**

**Coopération Sud-Sud.**

Pour plus d'information sur la SACI, contacter l'Equipe Opérationnelle de SACI au centre du service régionale de l'UNDP pour l'Afrique orientale et l'Afrique australe, 7 Naivasha Road, Sunninghill, Johannesburg, Afrique du Sud.

Tel: 27-11-603 5000 Fax 27-11-603-5071

[www.undp.org/rba/saci](http://www.undp.org/rba/saci)

## Un festival d'art riche en couleurs pour les célébrations de l'indépendance de la Zambie

Les artistes de cinq pays de la SADC ont organisé une série de performances d'art et de culture pour honorer le 40<sup>ième</sup> anniversaire de l'indépendance de la Zambie durant un festival de 10 jours.

Cela a démontré d'une manière pratique le Protocole de la SADC sur l'Information, la Culture et les Sports en encourageant les états membres à organiser conjointement de tels événements culturels pour concrétiser les idéaux de l'intégration régionale.

Du 18-28 octobre 2004, les artistes venus ensemble participer aux célébrations marquant quatre décennies de liberté en Zambie ont aussi rappelé à la mémoire collective le rôle central de la Zambie dans la lutte de libération en Afrique Australe.

Le 24 octobre, Journée Nationale de la Zambie, le Président Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud, qui était l'invité d'honneur aux célébrations, a rappelé les "nombreux sacrifices" faits durant la libération de l'Angola, de la Namibie, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Il a dit que le 40<sup>ième</sup> anniversaire de la Zambie était une occasion mémorable qui devait rappeler aux états de la SADC d'entreprendre encore plus d'intégration et de coopération pour la libération économique.

Les organisateurs du 40<sup>ième</sup> anniversaire de l'indépendance de la Zambie ont dit que l'événement était un chapitre important dans l'histoire de la nation et de la région et méritait par conséquent d'être célébrer par différents artistes par delà les frontières de la Zambie.

La Zambie était le creuset de la lutte de libération de l'Afrique australe où les combattants de la liberté de l'Angola, du Mozambique, de la Namibie, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe avaient leurs bases opérationnelles et recevaient l'asile.

Les organisateurs ont déclaré que l'Indépendance des Arts et le Festival Culturel a eu un succès retentissant. Il a rassemblé des animateurs du Malawi, de Madagascar, de l'Afrique du Sud, de la Zambie et du Zimbabwe.

C'était une célébration de la liberté dans l'ensemble de la région de la SADC. La représentation a aussi fait la promotion d'un programme élargi de films, musique, d'art dramatique, d'exposition et de littérature dans la région de la SADC.

"Le festival des arts de l'indépendance vise à créer pour les amateurs d'art et les personnes créatives, un espace informel pour échanger et apprécier partout les services artistiques des nations pendant qu'il permet simultanément l'éducation et l'enseignement" a dit l'un des organisateurs, Antoine Barral, directeur de l'Alliance Française.

Le carnaval a attiré des animateurs internationaux populaires y compris le Zimbabwéen Oliver Mutukudzi, George Phiri du Malawi, Phinda Mtya de l'Afrique du Sud et Tany Manga parlant français et originaire de Madagascar. Etaient aussi présents Tony "Titi" Robin et Gulabi Sopera (Indien/français) et Mahube Feat, Steve Dyer and Maureen Lilanda.

Barral a dit que le festival était une opportunité unique pour les musiciens Zambiens de s'intégrer avec les autres et bénéficier de l'expérience des musiciens de la SADC et d'ailleurs. "Nous voulons échanger les idées sur la musique et autres sujets culturels et artistiques" a-t-il dit.

Un grand nombre de musiciens et chanteurs de l'Afrique australe de haut niveau, réunis sous le nom de marque surnommé "Mahube", a aussi participé dans une série de concerts durant la longue semaine des célébrations Zambiennes.

"Mahube" est le nom donné aux musiciens et chanteurs de haut niveau de la SADC qui se sont mis ensemble pour produire différents albums réalisés en Zambie sous la direction de Steve Dyer afin de créer un groupe d'artistes contemporains célèbres.

"Mahube" est un nom Tswana qui signifie: "Aube Nouvelle" et qui reflète le désir de ses musiciens de participer à l'intégration régionale de l'Afrique australe dans la vie culturelle du sous continent africain. "La musique est un riche assemblage continu des rythmes envoutants, ravageurs, des voix montantes et des harmonies" a dit Barral. "Les harmonies évocatrices et intriquées sont reprises par la formidable section des cuivres et entourées par un arrangement clair et sympathique."

Les organisateurs ont dit que le festival représentait non seulement la célébration de l'indépendance de la Zambie mais également l'unicité et la liberté de l'ensemble de la région de la SADC. Le Protocole sur l'Information et la Culture de la SADC a également déclaré que les états membres devraient faciliter et promouvoir une plus grande interaction et les échanges parmi les agences culturelles, les professionnels des médias, les athlètes et le personnel des sports dans la région. □

### Victoire psychologique Angolaise sur les mines terrestres

Les Angolais ont entrepris une réflexion sur les bénéfices de deux années de paix dans le pays après près de 27 années de guerre lorsqu'ils célébraient le 29<sup>ième</sup> anniversaire de leur indépendance le 11 novembre.

Bien qu'ils continuent à faire face aux défis de développement créés par suite des mines de terre dans l'agriculture sur les hautes terres fertiles, ils ont énuméré les succès et les opportunités que crée la paix. Parmi ces victoires nationales de la paix célébrées cette année, un angolais de trente ans qui a battu trois records mondiaux dans les Jeux Para Olympiques en Grèce pour les courses du 100, 200 et 400 mètres a ramené au pays trois médailles d'or.

José Armando Sayovo avait perdu la vue à l'âge de 25 ans lorsqu'il servait comme sergent dans les forces armées Angolaises spécialisées dans le déminage lorsque son camion a explosé sur une mine.

Une autre victoire Angolaise cette année dans le domaine de la santé s'est concrétisée avec l'élection du Dr Luis Gomes Sambo comme Directeur Régional de l'Organisation Mondiale de la Santé pour l'Afrique. □



José Armando Sayovo

## Paix, sécurité, démocratie et développement

La région africaine des Grands Lacs a fait un pas ferme vers le processus de paix et du développement durable à la fin du mois de novembre, lors du sommet pendant lequel 15 dirigeants africains ont signé une Déclaration sur la Paix, la Sécurité, la Démocratie et le Développement.

Le Président tanzanien, Benjamin Mkapa, était l'hôte du sommet à Dar es Salaam organisé conjointement par les Nations Unies et de l'Union Africaine.

C'était un exercice qui tendait à créer la confiance aussi bien qu'à réaffirmer l'engagement. La Déclaration exhorte à des programmes de démobilisation et la

prévention de l'approvisionnement en armes ainsi que d'un cadre pour le développement économique dans la région qui couvre le Burundi, la République Centrafricaine, le Congo Brazzaville, la République Démocratique du Congo (RDC), le Kenya, le Malawi, le Rwanda, le Soudan, La Tanzanie, l'Uganda et la Zambie.

Les Présidents du Mozambique, du Nigéria, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe étaient les témoins de l'accord signé. □

## L'Afrique a besoin de meilleures statistiques

Les gouvernements africains devraient donner la priorité à l'établissement des données statistiques sur leurs pays afin d'avoir des politiques plus efficaces, a annoncé la Commission Economique pour l'Afrique (ECA).

Le Directeur de la Division de Politique Economique et Sociale Augustin Fosu a dit, "l'absence d'une information fiable et à jour dans plusieurs pays africains limitent la mise en application des stratégies de développement pratique sur le continent".

Pour mettre en exergue le problème, le thème proposé de la Journée Africaine des Statistiques en 2004 s'intitulait "Gérer pour des résultats de développement: le rôle de l'information statistique".

En Afrique, les systèmes statistiques sont à divers degrés de développement. Certains pays sont capables d'entreprendre des opérations exhaustives qui couvrant l'ensemble de leur territoire tels que les recensements, les échantillonnages pour les enquêtes et la vérification des données administratives à travers des banques de données. D'autres nations Africaines manquent de capacité à produire l'information requise pour la demande de gestion macro économique et sociale. Les africains et leurs partenaires internationaux ont lancé un certain nombre d'initiatives pour renforcer les capacités statistiques en Afrique. □

## Le premier africain président d'Interpol

L'organisation internationale de police, Interpol, a élu le chef de la police Sud africaine Jakie Selebi comme son nouveau président.

Au cours de la réunion de Cacán au Mexique les représentants de 114 sur les 182 pays membres de l'organisation internationale de police ont voté Selebi avec 83 voix pour remplacer le président sortant l'Espagnol Jesus Espigares.

Il est le 1er africain à occuper ce poste. Le candidat Mexicain Genaro Garcia Luna avait été second avec 31 voix. (*The Sunday Independent*). □

## Ressources en eau, salubrité et hygiène

La Foire des Ressources en Eau, Salubrité et Hygiène (WARSH) tenue à Hararé par la SADC et ses partenaires ont mis l'accent sur l'intégration des efforts régionaux de la SADC pour la gestion des ressources en eaux.

La Direction de la SADC pour l'Infrastructure et les Services, la Division de l'Eau travaillant ensemble avec les ONG régionales ont organisé cette exposition de l'Afrique australe et la foire commerciale sur l'eau la salubrité et l'hygiène.

La foire a mis l'accent sur la résolution des problèmes de pauvreté et l'établissement des relations entre et parmi les différents utilisateurs du secteur de l'eau et entre le thème de l'eau et les autres secteurs.

## Besoin d'action mondiale anti-spam

Au cours de la conférence organisée pour discuter des mesures anti-spam, les gouvernements de Grande Bretagne et des Etats Unis ont dit qu'une collaboration étroite était nécessaire pour arrêter les spammeurs. Etant donné que la majorité des spams sont originaires des pays d'outre-mer, la coopération transfrontalière en vue de combattre cette menace est vitale.

En 2001 seulement 10 pourcent des e-mails envoyés étaient des spams, mais aujourd'hui, presque 60 pourcent de la totalité des e-mails sont classés parmi les prospectus, selon les données que publie l'Atelier International de Législation anti-Spam, tenu par la Commission du Commerce Fédéral (FTC) des Etats Unis et les Bureaux de la Foire Commerciale (OFT) de Grande Bretagne.

La présidente du FTC Deborah Majoras a dit que "les spammeurs se cachent derrière une couverture d'anonymat" favorisée par le matériel technologique de haute pointe et le chemin qui va du spammeur à la boîte e-mail du consommateur traverse typiquement une ou plusieurs frontières.

Remonter à l'origine du spam est le plus grand problème, selon le chef du FTC, qui demande un plus grand échange d'information afin de mieux poursuivre le gang des spammeurs.

John Vickers President de OFT trouve que le spam est plus qu'une nuisance comme le démontre les statistiques dès lors que plus de la moitié des spams produits tendent à dépouiller les populations de leur argent ou d'informations personnelles. (*Tradewatch*) □

L'approvisionnement en eau saine et les équipements adéquats de salubrité demeurent l'un des grands défis pour la région de la SADC.

Une des cibles des Buts du Développement du Millénaire (MDG) des Nations Unies est de réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas un accès durable à l'eau potable et aux équipements de salubrité de base en 2015 soit le même que les prévisions de 1990.

Ceci correspond au septième des objectifs de la durabilité de l'environnement. Le MDG a pour but la réduction de la pauvreté et l'amélioration des vies que les dirigeants du monde ont acceptés au sommet du millénaire en Septembre 2000. □

# Democratie, Gouvernance, Droits de l'Homme et Organisation Mondiale du Commerce

*Behind the scenes at the WTO: the real World of International Trade negotiations* est le titre du nouveau livre très franc qui expose clairement les réalités du commerce international.

Il est dit dans la préface de ce livre que, "c'est une contribution valable pour l'étude et la compréhension des relations politiques multilatérales Nord-Sud telles qu'elles sont appliquées dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Il dépeint les "imperfections du terrain d'engagement" sur lequel les pays en voie de développement ont été poussés par le Nord après l'établissement de l'OMC et la conclusion des Accords de la table ronde de l'Uruguay de l'OMC.

"C'est un livre sérieux et instructif pour tous ceux qui croient en la prospérité de l'économie mondiale ancrée sur le système de règlement dans lequel le Nord et le Sud coopèrent et se partagent équitablement les gains de l'expansion économique mondiale... Dans ce livre unique, objet d'une minutieuse recherche, les auteurs lèvent le voile sur la façon dont les décisions sont actuellement prises".

La préface porte la signature de deux imminents experts de développement, professeur Ajit Singh de l'Université de Cambridge et Branislav Grosovic du secrétariat du Centre Sud à Genève.

Le livre a été publié avec l'assistance du Centre Sud (dont le président fondateur était Mwalimu Julius Nyerere) et un bon nombre d'agences de développement, à travers de longues interviews avec 33 missions diplomatiques à Genève et le personnel de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Les auteurs sont Fatoumata Jawara, une analyste du commerce international et développement originaire de la Gambie; et Aileen Kwa analyste de commerce et auteur de *Power Politics in WTO*

*Stolen Fruit: The tropical commodities disaster* est la mise à jour d'une enquête par une des principales autorités très connue dans le domaine du commerce des matières premières qui devint consultant des Nations Unies pour les relations commerciales entre les pays Africains et les compagnies multi nationales et conseiller du Congrès National Africain (l'ANC) de l'Afrique du Sud pour les sanctions commerciales contre la ségrégation raciale.

Les chapitres traitent de: l'échelle de dépréciation des matières premières tropicales; le contrôle des approvisionnements et la conquête des marchés; et comment les matières premières tropicales sont commercialisées.

Peter Robin a publié plusieurs autres livres sur des sujets similaires. Maintenant il s'occupe de l'établissement des marchés d'informations pour les produits agricoles tropicaux dans les zones rurales de l'Afrique.

Le livre "démolit de manière tranchante le mythe selon lequel les marchés internationaux servent bien les pays pauvres".

*Hungry corporations: Transnational biotech companies colonise the food chain*, démontre comment une poignée de companies contrôlent de la chaîne alimentaire grâce à l'industrialisation de l'agriculture, les forces de la mondialisation, l'intégration verticale et horizontale des affaires. Les chapitres traitent de la Faim; le contrôle et la manipulation des Images et l'ouverture des marchés du Sud. Par Helena Paul, Ricarda Steinbrecher avec Devlin Kuyeck et Lucy Michaels.

*Juggernaut Politics: Understanding predatory globalization* tend à décrire non seulement la mondialisation de l'économie mais aussi les "agents et mécanismes de ce système mondiale de sorte que le lecteur puisse comprendre son fonctionnement et son architecture". Jacques B. Gélinas est écrivain et enseignant sur les thèmes des pays en développement et la mondialisation, fondateur d'une maison d'édition spécialisée dans la publication des problèmes politiques et sociaux d'une société durable. Toute une décennie durant les années 1960, il a travaillé sur l'éducation publique et le développement communautaire dans les Andes Boliviennes, pendant la période à laquelle il a collaboré avec Paulo Freire and Ivan Illich. Il est aussi l'auteur de *Freedom from Debt*.

*What the market does to people: Privatisation, globalization and poverty* pose la question: "comment est-il possible qu'après 50 ans d'aide étrangère et d'assistance d'aide au développement, le Tiers Monde demeure non seulement fondamentalement pauvre mais aussi sujet de toute sorte d'inégalité croissante?". L'auteur explore la privatisation de la pauvreté; les causes et les résultats de la pauvreté sur la faim, l'éducation, le logement et la santé. Il jette un regard critique sur les efforts pour surmonter la pauvreté, et soutient que la pauvreté est aussi un problème des pays développés qui n'a pas encore été résolu. David Macarov est professeur honoraire, et a écrit sur la pauvreté et les lieux de travail. □  
*All ZED Press; Stolen Fruits David Philip, Cape Town.*

## Publications et acquisitions récentes

*A Code on the Equality of Women and the Reduction of Risk of HIV Infection AIDS*. ---Rights Alliance for Southern Africa.- 2004  
Disponible à: RASA, P.O. Box 604, Windhoek, Namibia  
Email: arasa@lac.org.na  
Website: www.lac.org.na

*Paved with Good Intentions: background to the GATT, Uruguay Round Table and WTO*  
Tandon, Yash and Allardice, Megan.- 2004  
Disponible à: SEATINI, 20 Victoria Drive, Newlands, Harare, Zimbabwe.  
Email: seatini.zw@undp.org  
Website: www.seatini.org

*The Politics of Trade and Industrial Policy in Africa: forced consensus*  
--Soludo, Charles C.; Ogbu, Osita and Chang, Ha-Joon. - 2004  
Available from: Africa World Press, Inc., P. O. Box 48, Asmara, Eritrea. Email: awprsp@africanworld.com  
Website: www.africanworld.com

*Report of the African Union Observer Team on the Presidential and Parliamentary Elections in The Republic of Malawi, held on 20 May 2004*  
-- 2004  
Disponible à l'Union Africaine, PO Box 3243, Addis-Ababa, Ethiopia.  
Website: www.africa-union.org

*Simon Vengesayi Muzenda & The Struggle for and Liberation of Zimbabwe*  
--Bhebe, Ngwabi. - 2004  
Disponible à: MAMBO Press, P. O. Box 779, Gweru, Zimbabwe

*Strategic Plan of Action for the National Gender Policy (2004-2008)*  
--Gender in development division cabinet office - 2004  
Disponible à: P.O. Box 30208 Lusaka, Zambia  
Email: gidd@zamnet

*Strategic Plan of the Commission of the African Union, Volume 2 and 3: 2004 - 2007*  
Disponible à: l'Union Africaine, PO Box 3243, Addis Ababa, Ethiopia. Website: www.africa-union.org

## Calendrier de la SADC

2004	Evènement	Lieu	
Décembre	1-2	Elections Présidentielles et Parlementaires	Mozambique
	1-4	Atelier Regional NEPAD sur la Science et la Technologie	Algerie
	2-4	Atelier sur la mise en œuvre de NEPAD Plan d'Action à Court Terme (STAP) sur la Gestion des Ressources en Eaux transfrontalières	Afrique du Sud
	24	Beijing + 10/ Buts de Développement du Millenium Session Stratégique	USA
	5-7	Forum Economique Mondial	Inde
	6-10	Gestion des Forêts Indigènes Projet de Réunion	Lesotho
	13-16	Conférence Nationale sur le VIH et SIDA	Tanzanie
Janvier	10-14	Réunion Internationale de revue des 10 ans du Programme d'Action des Barbades pour le développement Durable des Petites Iles Développant les Etats	Ile Maurice
	12-16	Formation sur les indicateurs Environnementaux de Développement et Etats de l'Environnement	Zambie
	18-22	Conférence Mondiale sur la Gestion des Désastres	Corée
	23-23	Forum Social Mondial sur le Dialogue Féministe	Brésil
Février	2	Sommet Mondial sur la Société de l' Information (WSIS)	Ghana
	21-25	Conseil des Ministres de la SADC	Ile Maurice
	28 février-11 mars	49ième Session de la Commission sur le Statut des Femmes: Beijing + 10	USA
Mars	1-5	Forum Mondial de revue des Progrès des Femmes dans la Gestion Forestière depuis Beijing 1995 vers un Calendrier Commun	Uganda

## Liste de Contrôle des Devises

Pays	Devises	(US\$1)
Angola	Kwanza (100 Iwei)	86.86
Botswana	Pula (100 Thebe)	4.35
DRC	Franco	413.00
Lesotho	Maloti (100 Lisente)	6.10
Madagascar	Malgache (franc)	9,755.00
Malawi	Kwacha (100 Tambala)	106.50
Ile Maurice	Roupie (100 cents)	28.30
Mozambique	Metical Namibie (100 cents)	6.18
Afrique du Sud	Rand (100 cents)	6.19
Swaziland	Lilangeni (100 cents)	6.19
Tanzanie	Shiling (100 cents)	1,045.00
Zambie	Kwasha (100 ngwee)	4,720.00
Zimbabwe	Dollar (100 cents)	6,200.00
Zambia	Kwacha (100 ngwee)	4,720.00
Zimbabwe	Dollar (100 cents)	6,200.00

11 November 2004

## Jour Fériés Dans la SADC pour la Période décembre 2004-février 2005

9 décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 décembre	Journée des Droits de l'Homme	Namibie
16 décembre	Journée de Réconciliation	Afrique du Sud
22 décembre	Journée Nationale de l'Unité	Zimbabwe
25 décembre	Noël	Tous les états membres de la SADC
26 décembre	Journée de bonne volonté	Afrique du Sud
26 décembre	Journée de la Famille	Namibie
26 décembre	Jour Férié	Zimbabwe et Zambie
26 décembre	Journée de la boxe	Botswana, Malawi, Lesotho, Swaziland et Tanzanie
27 décembre	Jour Férié	Botswana, Malawi, Zimbabwe
1 janvier	Jour du Nouvel An	Tous les états membres de la SADC
2 janvier	Jour Férié	Ile Maurice
3 janvier	Jour Férié	Botswana et Malawi
4 janvier	Journée des Martyrs	Angola et DRC
12 janvier	Journée Révolutionnaire de Zanzibar	Tanzanie
15 janvier	Journée de John Chitembe	Malawi
17 janvier	Journée du Héro Lumumba	DRC
18 janvier	Journée du Héro Kabila	DRC
23 janvier	Edd - El - Hajj	Tanzanie
25 janvier	Thaipoosam Cavadee	Ile Maurice
1 février	Abolition de l'Esclavage	Ile Maurice
3 février	Journée des Héros	Mozambique
4 février	Journée Nationale de Bataille de l'armée	Angola
9 février	Festival Chinois du Printemps	Ile Maurice